

retrait de sa force atomique de l'organisation militaire de l'Alliance, et il semble que la Grèce songe également à en retirer ses effectifs.

Il y a dix ans, Henry Kissinger écrivait dans son ouvrage *The Troubled Partnership* que l'espoir d'associer une Europe unie et les États-Unis, exprimé dans le Grand Dessein du président Kennedy, avait été affaibli par des querelles de plus en plus tranchantes entre les Alliés.

Ces différends, affirmait-il, pouvaient s'attribuer à diverses causes:

... L'absence d'accord sur les grandes politiques est frappant. Sur le continent, la crainte se répand d'une entente bilatérale États-Unis-URSS. Le point de vue américano-britannique en matière de désarmement est rejeté par la France et accueilli avec méfiance et crainte par la République fédérale. Les États-Unis ne rencontrent que peu d'appui en Europe pour leurs politiques en Asie comme en Amérique latine. La tentative d'instauration d'une politique commerciale commune avec le monde communiste s'est soldée dans l'ensemble par un échec. Depuis plus d'une décennie, les Alliés occidentaux ne peuvent se mettre d'accord sur une attitude commune à l'égard des anciennes colonies. Les progrès vers l'unité politique européenne se sont ralentis. La Grande-Bretagne a été exclue du Marché commun. Les questions fondamentales de doctrine stratégique sont demeurées sans solution. La question du contrôle nucléaire menace de diviser l'Alliance.

On est encore aux prises avec beaucoup de ces problèmes. La question coloniale, il est vrai, est en grande partie résolue. La Grande-Bretagne, dont l'attitude sous un gouvernement travailliste est tout au plus tiède, n'est plus exclue au moins du Marché commun. Cela aussi représente une amélioration par rapport à la situation d'il y a dix ans. Ceci dit, il reste à s'accorder sur la plupart des autres points énumérés par M. Kissinger.

Il s'en faut aussi que les confusions fondamentales de l'attitude canadienne à l'égard de l'OTAN aient été dissipées par cette déclaration. En avril 1969, à Calgary, le premier ministre Trudeau a affirmé courageusement et, à mon avis, très heureusement, qu'il y avait depuis longtemps lieu de réduire la part de l'OTAN dans la politique étrangère et de défense du Canada. N'empêche que, le 9 avril 1974 (presque cinq ans plus tard, heure pour heure, et quelques mois avant la réunion du Conseil de l'OTAN à Ottawa) M. Trudeau a présenté une foule d'idées curieuses et nouvelles sur le rôle du Canada au sein de l'OTAN, au cours d'un entretien remarquable diffusé par le réseau français de Radio-Canada. Il est à noter aussi que ce fut l'un des rares exposés de quelque envergure faits par M. Trudeau au sujet de l'OTAN depuis son discours de Calgary, et qu'il n'a provoqué presque aucun commentaire au Canada anglophone.

Ayant évalué notre cotisation annuelle à l'OTAN à environ 400 millions de dollars, M. Trudeau faisait observer que le Canada aurait à dépenser de toute façon la plus grande partie de cette somme, qu'il adhère ou non à l'OTAN. Et il ajoutait:

Dans ce chiffre-là sont compris les dispositions que nous prenons pour mettre notre marine au service de l'OTAN en cas de besoin, pour maintenir en état d'alerte au Canada des unités qui seraient au service de l'OTAN en cas de besoin également, évidemment, pour maintenir en Europe effectivement la présence canadienne physique qui s'y trouve. Si elle n'était pas là-bas, elle serait ici et nous devrions payer de toute façon.

Cette façon d'expliquer la situation est doublement fautive. D'abord, elle encourage les Européens à conclure que notre apport à l'Alliance n'entraîne aucun sacrifice important et que notre engagement mérite dès lors d'être tenu pour suspect. Ensuite, elle encourage les Canadiens à penser que la forme et la composition de notre matériel et de nos forces seraient relativement inchangées, que nous fassions ou non partie de l'OTAN. De fait, ces deux appréciations sont inexactes.

Se méprenant également sur la raison d'être de l'OTAN, M. Trudeau l'a presque réduite à une simple affaire de négociation du désarmement et des relations atlantiques. L'OTAN, disait-il, est:

un forum où nous pouvons véritablement influencer les négociations sur la détente, où nous pouvons orienter les discussions sur la coopération et la sécurité en Europe, où nous pouvons participer aux discussions sur la réduction des armements, etc. C'est un forum où nous pouvons consulter nos alliés, ceux qui ont des intérêts à peu près semblables aux nôtres plutôt que de consulter uniquement les Américains et d'être dans une alliance bilatérale.

M. Trudeau a aussi représenté l'OTAN comme une alliance de sécurité collective pour tout le monde et en toutes circonstances. Nous ne pourrions à nous seuls, dit-il, assurer notre défense. Pour nous protéger «contre les États-Unis, contre les Soviétiques, contre les Européens, contre les Asiatiques», il nous faut recourir à «des moyens de défense collective».

Cette façon de voir confond les relations intérieures et extérieures de l'OTAN en politique internationale au point de priver l'Organisation de tout sens, ou d'en faire notre plus important terrain de politique étrangère. Or, l'OTAN n'est nettement ni l'un ni l'autre.

En somme, il reste beaucoup d'incertitude au sujet de l'OTAN en tant qu'alliance, et du rôle qu'y joue le Canada. Si la déclaration d'Ottawa a démontré que les amers conflits qui l'ont divisée se sont apaisés pour l'instant, il reste à savoir si cela va durer. De toutes façons, l'Alliance demeure sujette aux tensions d'ordre structurel.